

Note e rassegna

Réflexions sur un livre de Jimmy Carter Régler ou perpétuer le conflit israélo-arabe?

Un ancien président des Etats-Unis, Jimmy Carter, expose dans un livre récent¹ un certain nombre de thèses sur le conflit israélo-arabe, dont la majeure partie correspond aux points de vue de la plupart des Arabes palestiniens. Parfois, Carter les formule en son propre nom. Il reproduit surtout les analyses, déclarations, accusations et revendications de ses interlocuteurs arabes. Au total: un catalogue des griefs des adversaires d'Israël, qui se trouve ainsi constamment diabolisé tandis que ses ennemis sont largement blanchis.

Prenons la préhistoire du retour contemporain des Juifs au Pays d'Israël, fondement de leur légitimité sur leur terre. Les deux mille ans d'aspiration à leur rétablissement (l'an prochain à Jérusalem...), les multiples projets et ébauches de restauration qui ont marqué ces millénaires, ne sont pas décrits dans le livre, pas plus que l'obligation imposée à la Grande-Bretagne par la Société des Nations, après la première guerre mondiale, de favoriser la construction du Foyer national juif par une immigration et un établissement intensif des Juifs sur leur terre. C'est quand «le nationalisme devint une force très puissante en Europe» au XIXe siècle qu'il «influença les Juifs qui y vivaient et les amena à créer le sionisme». On a bien lu: «créer». Les «Arabes de Palestine combattirent politiquement et militairement les nouveaux colons». Ce mot et la 'colonisation', dévalorisés par le colonialisme européen, reviennent de nombreuses fois sous la plume de Carter. Pourtant, chrétien, lecteur de la Bible, il relate dans une brève chronique historique l'édification du Temple de Jérusalem en 1000 av.J.C. et la conquête arabe, mille huit cents ans plus tard...

EFFETS OU CAUSES DU CONFLIT ?

Prenons le cas des réfugiés arabes. «Ils ont été chassés en 1948 et 1967». Carter ne peut ignorer les exhortations et injonctions de dirigeants arabes, à cette époque, poussant les Arabes palestiniens à s'exiler – provisoirement dans leur esprit – en attendant de revenir sur les ruines de l'Etat juif, écrasé dans l'oeuf. Rappelons une seule de ces incitations: «On avait à l'époque commandé aux Palestiniens de quitter leur patrie pour ne pas gêner le déroulement des opérations militaires arabes qui devaient durer quelques jours et nous permettre

¹ JIMMY CARTER, *Palestine, la paix, pas l'apartheid*, Paris, L'Archipel, 2007, pp. 252.

de réintégrer nos maisons. Mes parents découvrirent bien vite que ces promesses n'étaient que rêves ou illusions» (extrait d'un entretien du poète palestinien Mahmoud Darwich avec Farouk Mardam Bey et Elias Sanbar, paru dans *Revue d'Etudes palestiniennes*, No 10, hiver 1984). Une bonne partie des exilés palestiniens étaient des exilés volontaires.

Prenons la guerre de 1967. Comment peut-on citer, sans la stigmatiser, la version délirante des faits par le Syrien Hafez el-Assad: les Israéliens «avaient déclenché la guerre pour s'emparer de nouvelles terres arabes (...) étape intermédiaire vers un 'Grand Israël'»? A l'époque-même, tandis que l'armée égyptienne se massait aux frontières du Neguev, le monde retentissait des annonces de Nasser: «Il serait temps de restaurer la situation d'avant 1948».

Prenons la «Première intifada» déclenchée par les Arabes palestiniens fin 1987. La responsabilité en incomberait aussi à Israël. C'est «le traitement brutal des opposants (qui) mena à une explosion de violence organisée». Notons ces «opposants», l'un des euphémismes utilisés par Carter pour éviter d'appeler un chat un chat, c'est à dire «terroristes» les terroristes.

Prenons le projet d'une Palestine existant «à côté» d'Israël. Carter reproduit les propos d'Arafat se disant prêt à «créer un Etat indépendant dans tout endroit d'où Israël se retirerait», et une lettre d'Arafat à Rabin annonçant sa renonciation «au terrorisme et aux actes de violence». Carter ne reproduit pas les nombreuses déclarations de dirigeants arabes – y compris Arafat – précisant que cet «Etat» serait le tremplin pour la reconquête de la Palestine du Jourdain à la Méditerranée. Encore une fois, citons-en une seule: «L'Olp est prête à accepter la création d'un Etat palestinien sur la rive occidentale du Jourdain et à Gaza, en tant qu'étape vers un Etat palestinien indépendant couvrant toute la Palestine» (IBRAHIM SOUSS, *Europe I*, 5 septembre 1978). C'est la technique du 'salami' ou des 'petits pas' en direction du démantèlement final d'Israël. Carter ne précise pas non plus que la «renonciation» au terrorisme était accompagnée par la continuation du terrorisme.

A de multiples reprises, les «causes fondamentales» du conflit sont alléguées sous des formes diverses: la terre confisquée par Israël et le refus des «droits» des Palestiniens. La cause véritable: le rejet de l'existence d'Israël et l'assaut terroriste sont ainsi occultés. Cette violence palestinienne serait provoquée par les empiètements, la 'colonisation', la «volonté continue (d'Israël) de ne pas se conformer pleinement aux accords d'Oslo ou aux résolutions 242 et 338 de l'Onu». C'est le cas de la «Seconde intifada», dont Carter ignore complètement dans son livre qu'elle a été préméditée et soigneusement préparée par l'Olp, selon des documents qui sont dans le domaine public.

Et nous retrouvons l'interminable litanie sur les démolitions de maisons, les obstacles aux déplacements des Arabes, les barrages rou-

tiers, les détentions, qui ont troublé Carter, qui semble n'avoir pas été convaincu qu'il s'agit d'indispensables mesures de sécurité. Le «mur», la barrière de sécurité, est également la cible d'un assaut. Carter la qualifie de «barrière d'encerclement» ou «mur d'emprisonnement» (appellations que nous pouvons d'ailleurs partager, dans la mesure où la barrière de sécurité emprisonne et encercle assez efficacement les terroristes de Gaza, Jenine, Naplouse ou Ramallah, entièrement responsables des conséquences qui en découlent pour les habitants de ces zones).

Il y a là mélange, confusion des causes et des effets du conflit.

CARTER DÉMENTI PAR CARTER

Quelles solutions Carter envisage-t-il au conflit?

A de multiples reprises, il nous est rappelé «qu'Israël devait se retirer des territoires occupés» (ce qui signifie de tous les territoires) en vertu de la résolution 242 du Conseil de sécurité de 1967. Or, cette résolution avait recommandé un retrait «from territories» (c'est à dire «de» ou «de certains» territoires) après qu'eurent été rejetées catégoriquement les exigences soviéto-arabes réclamant l'abandon de «tous» les territoires. S'agissant d'un des noeuds du conflit, la quintessence de son volet territorial, on ne peut que juger sévèrement le «des», un détail sémantique capital. Les États-Unis, Israël et la Grande-Bretagne s'étaient battus plusieurs mois aux Nations unies pour amener l'Urss et les pays arabes à renoncer à leur exigence d'une «évacuation totale». On ne saurait exiger ce que la communauté internationale avait refusé alors.

Paradoxalement, une négation de l'obligation qu'aurait Israël d'évacuer tous les territoires, se trouve dans le livre-même. En effet, Carter donne en Annexe le texte intégral de la résolution 242. Elle précise bien: «retrait *de* territoires», autrement dit: de *certain*s territoires. Nous soulignons fortement.

Autre élément de solution du conflit préconisé par Carter et pas par lui seul: la création d'un Etat palestinien arabe. L'obligation qu'aurait Israël d'avancer dans le processus d'octroi d'une indépendance à l'entité Hamas-Fatah dans les conditions actuelles, s'appuierait sur la feuille de route adoptée en 2003 par le quartette États-Unis, Nations unies, Russie et Union européenne.

Or, une autre Annexe du livre inflige un autre démenti à cette obligation. La feuille de route prévoit que la première phase du processus de pacification sera «le combat à mener par l'Autorité palestinienne contre la terreur, la violence et l'incitation à la violence (l'incitation doit cesser immédiatement et l'Autorité palestinienne doit éduquer à la paix)»; la «prévention de la terreur et de la violence au moyen d'arrestations, d'interrogatoires (...) de poursuites et de sanctions (...); le démantèlement des organisations terroristes (Hamas, Ji-

had islamique, Front populaire, Front démocratique, Brigades d'El Aqsa (...) ainsi que (de) leurs infrastructures (...); la collecte de toutes les armes illégales». L'interdiction de «la contrebande d'armes et (de leur) production».

Et la feuille de route précise que le passage à l'octroi d'une autonomie aux Arabes palestiniens, prévu dans une deuxième phase, «n'aura lieu que lorsque toutes les conditions susmentionnées concernant la guerre contre la terreur auront été remplies».

Autrement dit, Israël ne doit rien à l'entité Hamas-Fatah dans les conditions actuelles.

La feuille de route du Quartette se projette même dans un lointain avenir. L'Etat palestinien provisoire qui y est envisagé «sera entièrement démilitarisé, sans forces armées». L'accord final entre ses habitants et Israël devra comporter des «références explicites (...) à la renonciation, par les réfugiés palestiniens, à tout droit au retour dans l'Etat d'Israël».

On le voit, on est loin des thèses et de la pratique de ceux de Ramallah et de Gaza. Jimmy Carter a-t-il lu le texte des Annexes qu'il reproduit dans son livre?

VAINCRE LE NOUVEL AXE DU MAL

Quels objectifs Carter espère-t-il atteindre avec la publication de son livre? Il croit sincèrement contribuer à la paix israélo-arabe, et par là promouvoir la paix au Moyen-Orient et dans le monde. Nous croyons qu'il se trompe et que son livre contribuera à produire l'effet contraire. Il croit, sans doute de bonne foi, que «les nombreuses résolutions de l'Onu soutenant les Palestiniens sont considérées comme une preuve de (...) la justesse de (la) cause» de l'Olp. Nous croyons que ces résolutions ont été obtenues par le poids soviéto-tiers-mondiste et par le fait que les Musulmans sont un milliard et que leur poids politique et économique dans les instances et les relations internationales écrase celui d'Israël.

Quant à la thèse, très répandue, que la paix israélo-arabe serait la clef de la paix mondiale, elle est démentie par les multiples conflits inter-arabes et ceux qui opposent le monde de l'islam à l'Occident, en Irak, en Afghanistan, en Iran, en Asie orientale, sur divers théâtres africains, etc., et qui n'ont aucun rapport avec le conflit opposant Israël à l'entité Hamas-Fatah. On est au coeur d'un conflit de civilisations, d'une IV^e guerre mondiale, dont la Palestine géographique est l'un des théâtres d'opérations.

Méconnaître cette situation historique, créer un Etat palestinien, c'est à dire donner une victoire politique majeure à l'entité Hamas-Fatah, serait, d'une part, une étape sur la voie de l'objectif final, la destruction d'Israël, d'autre part une défaite majeure de l'Occident. Nous pensons que tendre la main à l'entité Hamas-Fatah avant que la

première phase de la feuille de route, l'éradication du terrorisme, ne soit achevée, s'apparenterait à ce que fut la main tendue à Hitler en 1938, à Munich, qui lui jeta la Tchécoslovaquie en pâture.

Il y a soixante-dix ans, Winston Churchill avait dénoncé cette erreur dramatique, affirmant qu'elle conduirait à la guerre, et désigné la voie vers le retour à la paix: la victoire sur l'Axe germano-fasciste. Aujourd'hui, le rétablissement de la paix au Moyen-Orient et dans le monde passe à nouveau par la victoire sur l'Axe du mal, dont l'entité Hamas-Fatah est une composante. Les organisations terroristes n'ont aucune intention d'arrêter leur combat tant qu'Israël ne soit détruit. Leur accorder des trêves, des concessions, des terres les renforce, perpétue la guerre et mine la sécurité du monde.